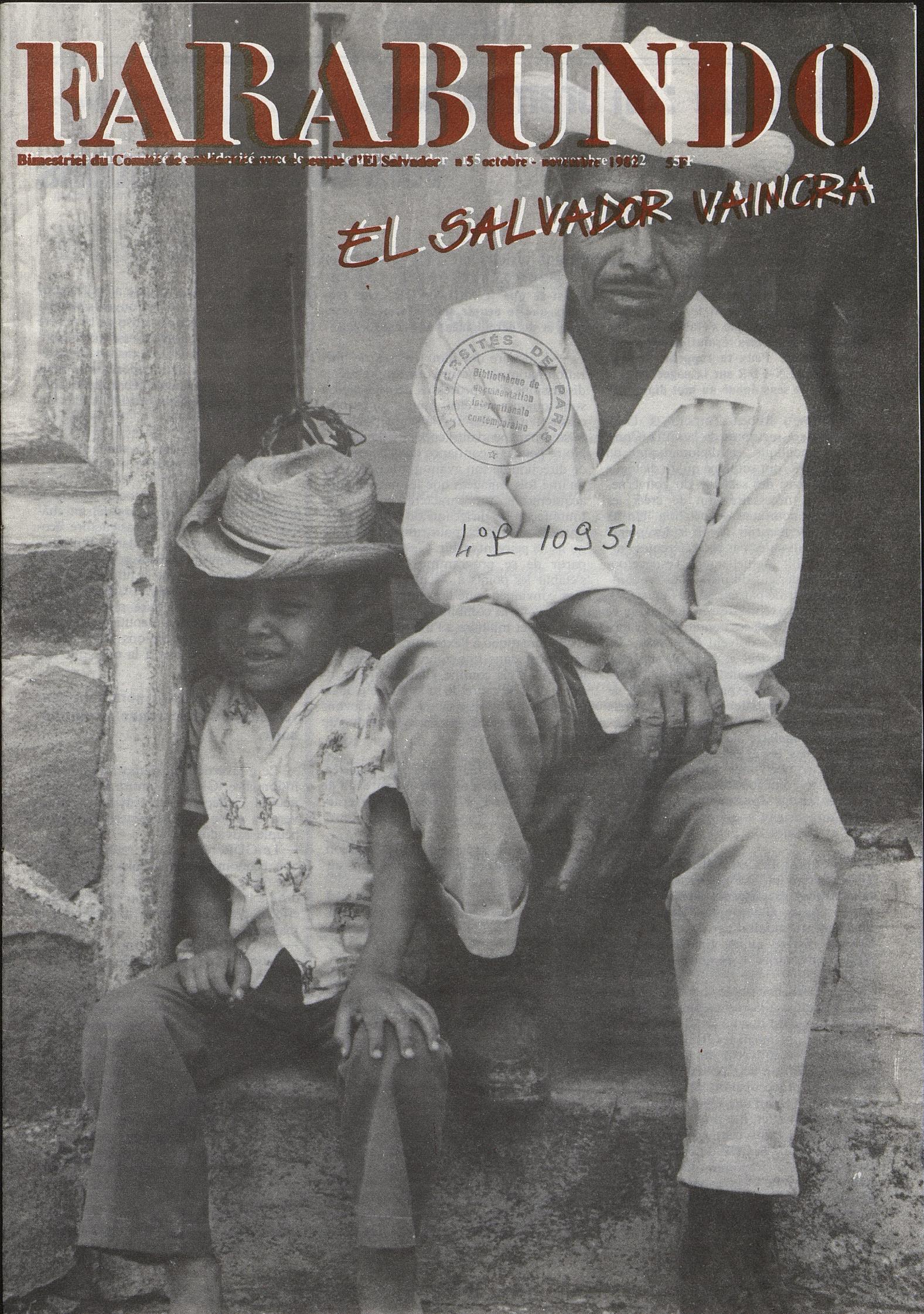


FARABUNDO

Bimestriel du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador n°5 octobre - novembre 1962 55F

EL SALVADOR VAINCRA



Dialogue : un premier pas vers des négociations

Interview de Roberto Armijo, représentant officiel du FDR-FMLN en France.

● **Farabundo :** Ruben Zamora, secrétaire général du FDR, lançait le 28 août dernier un appel pour que s'établisse un dialogue entre les forces révolutionnaires et le gouvernement. Peux-tu rappeler la position du FMLN-FDR sur la négociation et expliquer le sens donné au mot dialogue ?

Roberto — Ruben Zamora et Guillermino Ungo, membres de la CPD (Commission politique et diplomatique) du FMLN-FDR, ont souligné qu'un dialogue préalable avec des secteurs du gouvernement était nécessaire afin de créer les conditions pour une négociation. Un tel dialogue permettrait de fixer les points qui seront discutés par les différentes parties en conflit. Actuellement, l'espace politique à l'intérieur du pays nous est complètement fermé par le régime fasciste qui se livre à une répression systématique et au génocide. Dans ces conditions, ces mesures immédiates doivent être prises : **levée de l'état de siège et de la loi martiale, garantie des droits constitutionnels, liberté de penser et de s'exprimer, ouverture de l'université, annulation de tous les décrets fascistes qui visent à empêcher toute mobilisation populaire ainsi que le retour au pays de tous les exilés.** Voilà les points prioritaires que nous proposons, pour commencer, à négocier, ensuite viendront d'autres points fondamentaux qui touchent aux structures économiques, politiques et sociales du pays.

● **Le président du Costa-Rica annonçait le 10 septembre que son gouvernement avait fait parvenir au président salvadorien une proposition de dialogue du FDR ; médiation démentie aussitôt par Garcia et d'Aubuisson. Est-ce qu'un dialogue avec le régime salvadorien a commencé ?**

— La participation de chefs d'Etat centro-américains à la recherche d'une solution négociée est due au fait que le conflit salvadorien a franchi les frontières nationales pour se convertir en un problème régional. C'est un acte politique qui illustre bien la préoccupation de nos voisins face aux dangers d'une régionalisation de la guerre. En effet, il y a eu des contacts entre les dirigeants centro-américains et des membres de la CDP du FMLN-FDR, sans que cela implique que des pas sérieux vers une négociation aient déjà été réalisés. Il s'agit en fait de sonder les possibilités réelles pour qu'un dialogue s'établisse.

● **Est-ce que le FMLN-FDR exige toujours que le peuple soit informé du contenu et du déroulement des négociations ?**

— L'histoire des mouvements de libération nationale montre que les premières discussions d'un processus de négociation sont toujours secrètes. Jamais un tel processus n'a eu lieu sur la place publique, mise à part pendant l'époque athénienne. Notre peuple a confiance dans la capacité de direction de son avant-garde et ce n'est qu'une fois engagées que les négociations acquièrent un caractère public. De toute façon les dirigeants du FMLN-FDR ont été mandatés pour un programme qu'ils ne peuvent trahir. C'est seulement à partir de ce programme que pourront s'établir les points à discuter. Nous sommes convaincus que la solution du conflit réside dans la combinaison du problème politique et militaire à l'intérieur et politico-diplomatique à l'extérieur. Le Salvador se trouve dans une zone considérée par les Etats-Unis comme vitale pour ses intérêts dans le cadre de sa stratégie globale d'affrontements Est-Ouest. Nous devons en tenir compte et agir avec beaucoup de responsabilité.

● **En refusant toute solution négociée, l'extrême droite n'est-elle pas en train de risquer sa place à la tête du gouvernement ?**

— Dans un processus de négociation, ceux qui sortiront perdants sont sans aucun doute les secteurs fascistes.

● **Est-ce qu'on peut envisager une participation du FMLN-FDR aux élections de 1983 ?**

— Le gouvernement prévoit d'organiser des élections en 1983 mais l'extrême droite y reste opposée et avance la date de 1984. Alors que les forces politiques au pouvoir sont divisées sur ce sujet nous n'avons pas à nous exprimer sur une telle participation.

Mais nous ne devons pas avoir peur d'affronter le problème des élections. N'oublions pas que pendant les années 1979-1980 le mouvement de masses au Salvador a atteint des sommets encore jamais vus en Amérique latine. Il se trouve dans une situation difficile aujourd'hui à cause de l'exercice systématique du fascisme dans notre pays. Si les conditions changent, s'il existe des possibilités réelles

d'expression pour le peuple alors le mouvement populaire va retrouver sa dynamique vertigineuse. A cause de la misère à laquelle sont soumises les masses laborieuses et de la structure inusitée du système économique agro-exportateur, mais aussi par sa décision inébranlable d'atteindre l'indépendance et l'autodétermination.

● **Quel rôle doit jouer la solidarité dans cette étape de la lutte ?**

— Au Salvador le génocide contre le peuple continue et la guerre détruit chaque jour davantage l'infrastructure économique du pays. La solidarité continuera de soutenir les forces représentatives du peuple qui mènent la lutte sur le terrain politique et militaire. Aujourd'hui, la solidarité doit aussi faire prendre conscience aux secteurs qui soutiennent notre lutte que les négociations représentent une solution politique à la crise que traverse notre pays.

Le programme en 7 points du gouvernement démocratique révolutionnaire.

— Le gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR) garantira la souveraineté et l'indépendance nationale, préservera et défendra l'autodétermination du peuple salvadorien.

— Le GDR réalisera les réformes politique, économiques et sociales qui assurent une juste distribution de la richesse, le droit à la culture, à la santé et à l'exercice effectif des droits démocratiques pour la majorité.

— Le GDR appliquera une politique internationale de paix et de non-alignement.

— Le GDR créera une armée de type nouveau, composée par l'armée populaire révolutionnaire et par les groupes, secteurs et individus sains, honnêtes et patriotes de l'armée actuelle.

— Au sein du GDR seront représentés démocratiquement tous les secteurs populaires, démocratiques et révolutionnaires qui auront contribué activement au renversement de la dictature fasciste.

— Le GDR appuiera toutes les entreprises privées qui favorisent le développement économique en appliquant son programme.

— Le GDR garantira la liberté de croyance et le libre exercice des cultes religieux.

SOMMAIRE

- Roberto Armiro,
représentant en France
du FMLN-FDR, s'entretient
avec « Farabundo » sur les
perspectives de négociation 2
- Le Département d'Etat justifie
devant le Congrès américain,
sa politique au Salvador 4
- le régime fasciste accentue
la répression 6
- La vie des réfugiés salvadoriens
au Nicaragua 7
- Reagan poursuit sa politique
en Amérique centrale
pour contenir l'avancée des forces
démocratiques et révolutionnaires 8
- Honduras, un bastion des USA
en Amérique centrale 10
- Les paysans salvadoriens dénoncent
la « réforme agraire » 12
- Los Companeros, un livre à lire 14
- Solidarité : un match de foot
pour le Salvador en Bretagne 15

Le Honduras à la solde des Etats-Unis

Au Salvador, la guerre connaît une intensité nouvelle. En dépit d'une répression déchainée, en dépit des manœuvres législatives du gouvernement Reagan pour engloutir des moyens matériels et financiers sans cesse croissants dans l'intervention, l'armée, malgré l'implication des « bataillons d'élite », connaît des pertes importantes — 3 657 hommes en un an au cours de vingt offensives —, et ne parvient pas à reprendre l'initiative.

Face à cette situation, la stratégie impérialiste a mis sur pied plusieurs scénarios pour tenter d'en finir avec la révolution au Salvador comme dans toute l'Amérique centrale. Le pion principal de son offensive est, pour l'instant, le Honduras ; afin d'éviter le plus longtemps possible le coût militaire et politique que représenterait pour eux une intervention directe dans la tradition des « marines », les Etats-Unis frappent par mercenaires interposés.

La menace hondurienne est une réalité pour les combattants du FMLN, même si « l'armée du Honduras n'a pas les capacités pour affronter avec succès nos forces armées révolutionnaires et encore moins accomplir les objectifs régionaux de Reagan » ; en effet, « son invasion de notre pays est l'acte initiateur d'une agression beaucoup plus grande qui inclut l'envoi en Amérique centrale des troupes nord-américaines et la combinaison d'une agression contre le peuple salvadorien avec l'invasion du Nicaragua, l'occupation du Honduras et sa transformation en base militaire des USA, pour assurer leur domination sur toute l'Amérique centrale ».

Que ce soit avec ses propres troupes ou celles des pays à sa solde, l'impérialisme ne pourrait pas assurer sa domination sans guerre ; il ne pourrait pas, en cas d'intervention localisée, éviter une régionalisation du conflit, ni l'enlisement d'un nouveau Vietnam, face à la détermination du peuple en armes.

Sur le terrain, l'armée du FMLN se renforce, et la reconstitution du mouvement syndical dans les villes se poursuit en dépit des arrestations ; les forces révolutionnaires gagnent du terrain, non seulement sur le plan militaire, mais aussi politique et diplomatique. L'appel à la négociation, la volonté affirmée de parvenir à une solution politique, n'ont jamais cessé. La situation actuelle peut être considérée comme la mise en place d'un dialogue préparatoire — la condition du respect du droit à l'autodétermination du peuple salvadorien étant toujours présente.

Le rapport de forces actuel, la situation internationale et également la situation politique, économique et l'état de l'opinion publique à l'intérieur des Etats-Unis, ne leur permettent pas pour le moment de risquer une intervention déclarée. Face à l'invasion silencieuse par laquelle ils la remplacent, face au danger d'invasion hondurienne massive, il appartient à la solidarité internationale d'organiser la riposte, pour tenter d'infléchir la situation et faire que la balance finisse par pencher en faveur de la paix en Amérique centrale.

Directrice de la publication :
Solange Ameye
Bimestriel d'information
du Comité Salvador
68, rue de Babylone
75007 PARIS
Numéro de commission paritaire
en cours
Imprimerie : Rotographie
(Montreuil, Tél 859 23 28)
Photos : Maurice Lemoine,
Agence salvadorienne de presse.
Christian Poueda
ISSN : 0294 - 3123

Une insulte de plus à l'autodétermination du peuple salvadorien

Le document du Département d'Etat (1) destiné à l'ambassade des Etats-Unis au Salvador, paru dans le journal mexicain *Uno mas Uno* du mois de juillet dernier, démontre une fois de plus le degré d'ingérence et de complicité du gouvernement Reagan avec le régime militaire salvadorien.

Ce document confidentiel porte l'accent sur trois aspects fondamentaux : A) le développement des institutions démocratiques ; B) les droits de l'homme ; et C) la réforme agraire (2).

Certains aspects permettent de voir avec précision la connaissance de la part des fonctionnaires de l'administration Reagan, de chaque détail et chaque pas qu'ont accompli et doivent accomplir les dictateurs militaires du régime salvadorien.

L'utilisation de la Démocratie chrétienne salvadorienne, et le rôle qu'elle a joué dans le contexte politique interne et continental, ont été épuisés en tant qu'instrument politique au service des intérêts nord-américains. Ceci est dû au fait que la façade démocratique (populiste et démagogique) de cette organisation n'avait pas été capable d'accomplir la tâche que le gouvernement nord-américain lui avait confiée : de surmonter les graves problèmes socio-politiques et économiques. On comprend donc les raisons

du changement opéré dans la politique nord-américaine : le remplacement de Duarte par Magaña.

C'est-à-dire que la volte-face que les Nord-Américains pensent faire au Salvador, avec un homme de confiance, non déconsidéré, obéit objectivement aux nécessités impérieuses de la politique que développe Reagan au Salvador, en Amérique centrale, aux Caraïbes et sur l'ensemble du continent.

Il convient de souligner que l'ensemble des mesures politiques, économiques et militaires que les Etats-Unis mettent en œuvre au Salvador, a pour but d'annihiler toute trace possible des désobéissances sociale et révolutionnaire qui puissent mettre en danger les dictatures en Amérique latine.

Il est alors impératif pour les Etats-Unis, en cette période, d'enraciner les régimes dictatoriaux, dans un cadre juridique et institutionnel qui se situe au sein des notions internationales du droit des peuples. Ainsi est tiré un rideau de fumée afin d'éviter des pressions diplomatiques et celles de l'opinion mondiale.

Il est évident qu'on retrouve plus ou moins un type d'évolution comparable à celui de régimes tels que le Chili, l'Argentine, etc. Cependant nous voulons signaler que les plans de développement de la guerre spéciale des Etats-Unis se sont appliqués avec certaines caractéristiques dif-

férentes selon le développement des forces sociales et révolutionnaires de chaque pays. Ceci bien que la stratégie des Yankees ait toujours été appliquée avec plus ou moins de fidélité (contre-insurrection, guerre psychologique et propagandiste, guerre économique, guerre diplomatique, etc.)

Il n'est donc pas surprenant de trouver dans le document en question, un amalgame d'éléments politiques, économiques, militaires et de renseignements, étant donné que tous constituent des composantes de la guerre spéciale.

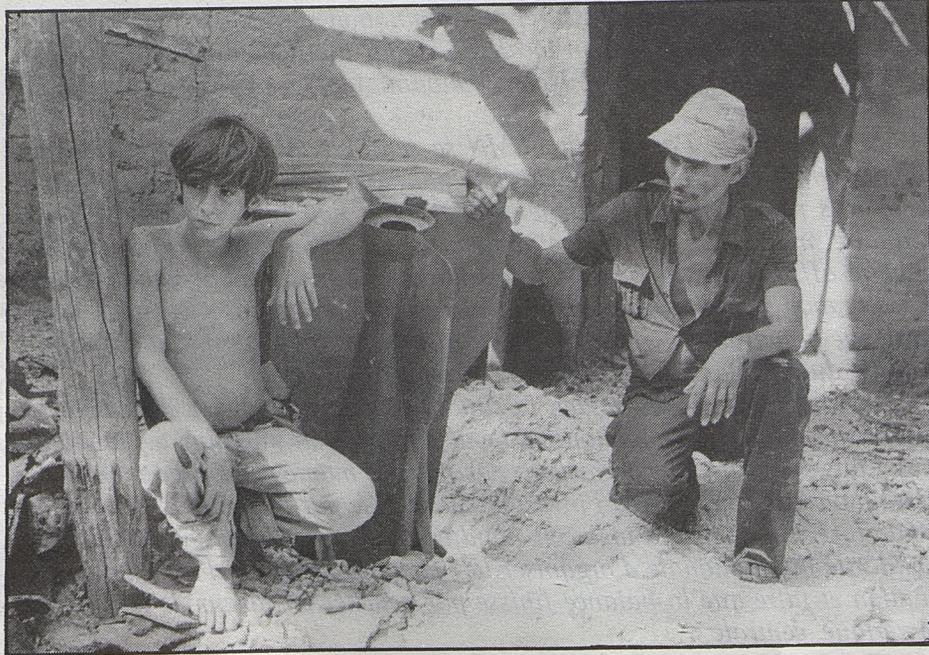
Ainsi s'expliquent les manipulations qu'exerce le Département d'Etat face à l'état de guerre dans laquelle se trouve le Salvador, et leurs conséquences dans le contexte régional, continental et mondial. De cette manière, en assurant l'aide économique et militaire, ainsi que le soutien diplomatique et politique de diversion, les Etats-Unis maintiennent sur pied des régimes répressifs et fratricides intolérables.

(1) Adolfo Aguillar Zinser souligne dans « Uno mas Uno » : « Il convient de mettre en évidence que le document fut élaboré par L.O. Johnston, chargé au bureau d'Amérique du Département d'Etat, qui est la même personne qui rédigea le fameux « Livre blanc » sur l'intervention communiste au Salvador. Le rédacteur a été le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires inter-américaines, Thomas Enders, et il a été signé par Alexander Haig, alors Secrétaire d'Etat ».

(2) Tous les six mois, le Président Reagan est obligé de remettre au Congrès une « certification » écrite communiquant les progrès réalisés au Salvador dans les trois domaines auxquels se réfère le document Haig, en plus du domaine de l'enquête sur l'assassinat des quatre religieuses nord-américaines de l'ordre Maryknoll. La continuation ou suspension de l'aide militaire et économique nord-américaine dépend du jugement que porterait le Congrès sur les progrès accomplis dans ces domaines.

La prochaine « certification » présidentielle devrait être délivrée le 28 janvier 1983. Il est certain qu'elle provoquera un important débat au Congrès sur la continuation et sur l'importance de l'aide que celui-ci accorderait au régime salvadorien.

Malgré la « certification » faite le 28 juillet dernier par Reagan sur les progrès qu'il a réussi à démontrer, la commission des Affaires étrangères du Sénat, présidée par Charles Percy, a réduit l'aide au Salvador pour l'année fiscale 1983 de 100 million, comme moyen de protestation contre la suspension de la troisième phase de la réforme agraire qu'a adoptée l'Assemblée constituante salvadorienne.



« Programme pour le progrès politique au Salvador »

Extraits du telex confidentiel de Haig à l'ambassade des USA à San Salvador

Nous considérons essentiel d'avancer... dans les trois domaines mentionnés ci-dessous pour que le gouvernement salvadorien réussisse à combattre l'insurrection et que nous gardions l'appui du Congrès à notre programme d'assistance économique et militaire à ce pays...

A) Institutions démocratiques.

Nous espérons qu'avant la fin 1983 sera établi un gouvernement élu par le peuple, pluraliste et civil... [I] est important que dans la période intermédiaire que... les légitimes intérêts des forces armées soient protégés afin que les militaires salvadoriens ne se retournent pas contre le processus de démocratisation ;... [et] que le gouvernement enlève au FMLN-FDR l'initiative en offrant aux éléments d'extrême gauche des occasions de retourner sur le terrain politique principal et qu'il détienne l'initiative face à l'opinion internationale sur la question du dialogue avec la gauche.

...[N]ous attendons que l'Assemblée constituante invite le MNR [et] l'UDN... à discuter des procédures électorales et des conditions de sécurité...

Les termes de base devraient... inclure des conditions concomitantes aux élections, telles que le cessez-le-feu.

B) Programme des droits de l'homme

Notre objectif est d'éliminer la violence indiscriminée contre la population civile... [N]otre notion de base est de promouvoir une assistance militaire qui simultanément puisse renforcer l'efficacité militaire et faire face aux problèmes des droits de l'homme...

Si l'on aborde notre programme des droits de l'homme en terme d'amélioration militaire, c'est en espérant éviter l'opposition des partis politiques de droite. En même temps, nos plans doivent être attractifs pour la Démocratie chrétienne car ils renforcent les institutions civiles tel que le système judiciaire et créent les possibilités d'un progrès beaucoup plus substantiel des droits de l'homme.

Nous chercherons... à éviter les abus qui pourraient être commis par les militaires au cours des combats (par exemple... l'assassinat de sympathisants réels ou apparents de la guérilla) ;... *et] les abus



qui pourraient être commis dans les villages par les forces de sécurité, le personnel de la défense civile ou les « escadrons de la mort » dans des situations non combattantes...

...le délai qui se situe en juillet pour la certification devrait nous donner l'impulsion pour aller de l'avant dès maintenant au moins pour les pas les plus prioritaires en même temps que nous prévoyons l'accomplissement du reste des programmes pendant une période plus longue (au cours des trois prochaines périodes de dépôt de certification). Les pas initiaux pourront inclure : le transfert de la garde nationale et du service de renseignements de la police nationale dans l'armée..., l'intégration dans celle-ci de toutes les tâches qui sont liées aux affaires militaires, la formation parallèle d'une force de police civile et l'établissement d'un service national de renseignements à l'intérieur de l'armée...

[Pour ce qui concerne] le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), nous avons besoin de démontrer immédiatement une amélioration dans le traitement des insurgés capturés sur le champ de bataille et des opposants politiques qui ont été arrêtés par le gouvernement... Le CICR a exposé clairement qu'il est prêt à quitter le Salvador si ses préoccupations ne sont pas examinées... Sa sortie... serait un sévère coup à nos efforts pour conserver l'appui du Congrès...

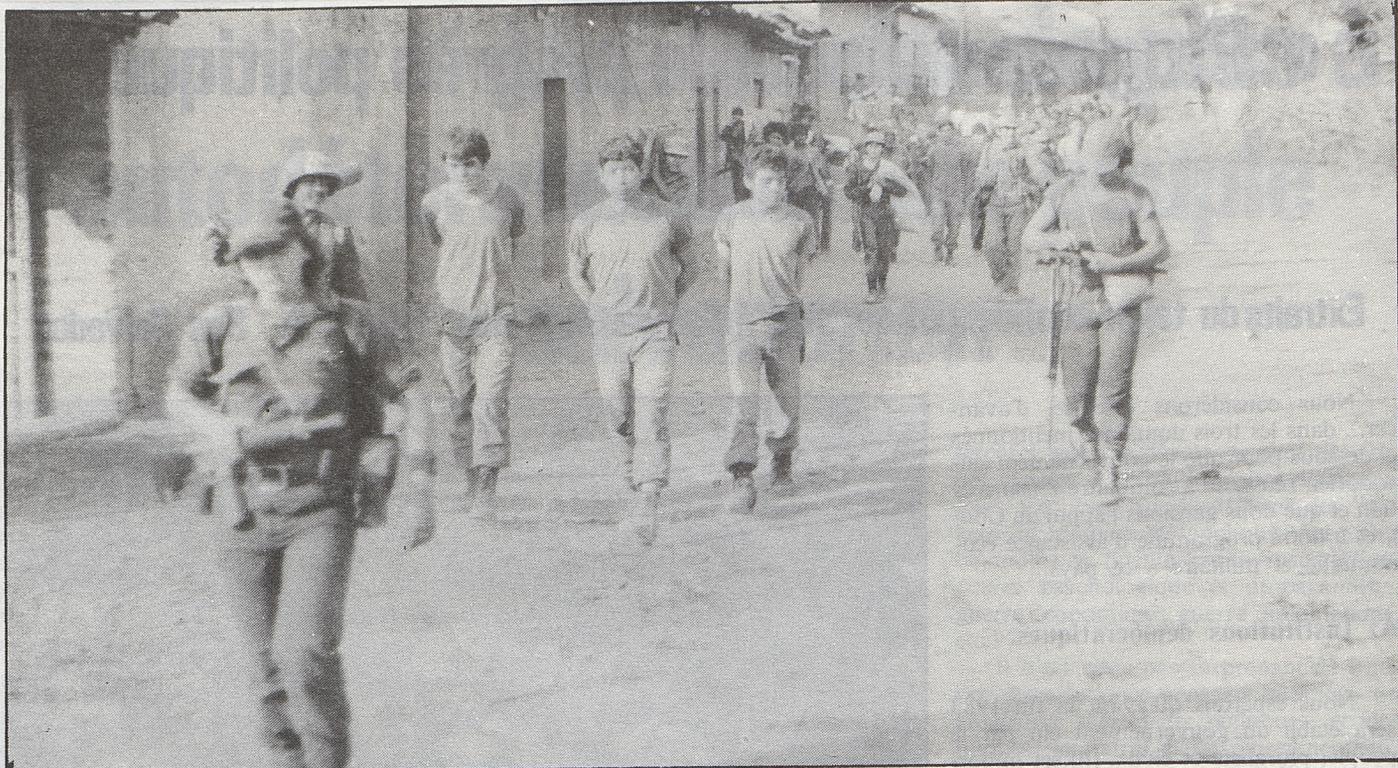
C) Réforme agraire

Si le gouvernement du Salvador n'a pas atteint les niveaux d'exécution [pré-vus] en 1982, il sera nécessaire d'entreprendre des pas supplémentaires afin de surpasser les continuels obstacles imposés par les propriétaires, le manque de sécurité pour les paysans et pour les techniciens qui participent à la réforme agraire, et surmonter aussi la faiblesse institutionnelle des agences du gouvernement du Salvador qui la mettent en œuvre...

...[Nous devons continuer à souligner face au nouveau gouvernement l'importance... qu'à l'arrêt] des expulsions illégales et la réinstallation des petits propriétaires déjà expulsés...

...Etant donné l'intérêt du Congrès et de l'Administration à propos du développement des droits de l'homme et de la situation politique au Salvador, nous croyons que l'évolution de ce programme doit être étudiée régulièrement... Pour aider l'ambassade dans cette tâche, nous envisageons l'établissement d'un nouveau poste de conseiller, responsable de la coordination de la mise en œuvre de ce programme... »

Alexander Haig



Sur la répression

Sous le titre « Reprise des assassinats », le *Matin* du 15 septembre rapporte : « Les corps de 15 personnes, dont 3 au moins ont été décapitées et d'autres portaient des traces de strangulation, ont été découverts lundi dans l'ensemble du pays. Le phénomène avait marqué le pas ces dernières semaines. »

Le 1^{er} septembre, selon un rapport de l'archevêché de San Salvador du 16 au 19 août, 270 personnes avaient été tuées, l'ambassade des Etats-Unis parlait, elle de 210 morts pour la première quinzaine d'août. Enfin, dernier bilan établi selon le Secours juridique de l'archevêché d'El Salvador 3 609 personnes assassinées depuis le début de l'année dont 351 durant le seul mois d'août, *Libération* ajoute : « Ces chiffres contredisent les assurances données par Reagan sur l'amélioration du respect des droits de l'homme au Salvador. »

Depuis 1 à 2 mois effectivement, comme pour satisfaire aux désirs de Reagan, les médias ont légèrement « oublié » de donner les informations sur la répression au Salvador. Il fallait donner l'illusion qu'avec ce nouveau gouvernement « démocratiquement élu », tout s'arrangeait ou presque.

Ainsi les massacres de villages dans les régions de San Vicente, Chalatenango n'étaient plus que de simples combats meurtriers où de 200 à 300 rebelles avaient été tués.

Quand la dictature informe, elle n'y va pas par quatre chemins ; le 14 août, 22 militants enseignants du syndicat ANDES sont arrêtés dans San Salvador, l'armée déclare alors qu'elle s'est emparée d'une vingtaine de dirigeants des FPL (composante du FMLN). Heureusement, cette publicité garantit qu'ils ne seront pas exécutés sommairement, il faut cependant rester vigilants en même temps

qu'exiger leur libération ; la situation des prisonniers politiques est dramatique également, et l'utilisation de la torture systématique, les conditions de vie...

Toutes les informations doivent aussi être données sur le sort de Saul Villalta, membre de la direction du FDR et sur celui d'Amérique Fernando Perdomo, membre du comité de défense des droits de l'homme, arrêtés tous les deux le 20 août.

Il faut encore s'inquiéter de la situation des Salvadoriens réfugiés hors des frontières, plus particulièrement au Honduras. L'armée de ce pays ne s'est guère gênée pour secourir son homologue salvadorien : massacres de populations civiles, lors de leur passage à la frontière ; ainsi le 12 juin, 300 paysans ont été assassinés en passant le rio Sumpul ; actions militaires sur le sol salvadorien afin d'aider à contrer les avancées de la guérilla. A l'intérieur, le mouvement de solidarité avec le Salvador subit la répression : 22 août, arrestation de 9 personnes, parmi lesquelles figurait un Hondurien, dans le quartier de San Francisco, il y avait 3 hommes, 3 femmes et 3 enfants de 8 ans, 6 ans et 6 mois ; 26 août, le bataillon « Cobra », responsable des précédentes arrestations, s'empare de 12 membres du FMLN. Une forte pression doit être exercée auprès du gouvernement hondurien afin qu'il livre toutes informations sur le sort de ces militants et qu'il les libère puisqu'aucune charge ne peut être retenue contre eux.

On peut dire que le gouvernement des Etats-Unis voit sa conception du respect des droits de l'homme se régionaliser en Amérique centrale, et l'on comprend les grands sourires satisfaits du président Reagan, on comprend moins de la part des grands organes d'information, leur empressement à faire silence sur cette infamie.

27 juillet. L'armée a perpétré un nouveau massacre dans le département d'Usulután : 30 personnes ont été tuées et 20 enfants sont portés disparus, pendant une nouvelle offensive lancée par l'armée dans ce département.

15 août. 22 enseignants ont été capturés dans l'école de la République fédérale d'Allemagne à San Salvador, accusés d'appartenir au comité central des FPL. En réalité, ils sont tous militants de l'Association nationale des enseignants d'El Salvador « Andes 21 juin ».

26 août. La coordination nationale de solidarité du Honduras avec le peuple d'El Salvador affirme que le camp de réfugiés salvadoriens « Meza Grande » dans ce pays est un véritable camp de concentration, et ajoute qu'il a été créé dans le but d'éloigner tout témoin de la frontière entre les deux pays et d'attaquer ainsi les guérilleros salvadoriens.

7 septembre. Des sources de l'armée salvadorienne ont confirmé avoir massacré près de 300 personnes dans le département de San Vicente, pendant une action qui a duré une semaine, à la fin du mois d'août, prétextant que « quiconque vit dans une zone sous contrôle de la guérilla est considéré comme un guérillero ».

Les témoins ont précisé que les bataillons Atlacatl et Ramon Beloso avaient pris part au massacre, et aussi ont affirmé que des bombes au napalm ont été lancées à partir d'avions.

Le 22 juillet. Des quantités massives de napalm ont été livrées à l'aéroport d'Ilopango, transportées par des avions américains.

Par ailleurs, les pilotes salvadoriens reçoivent un entraînement intensif dans les bases US du canal de Panama pour l'utilisation du napalm.

Au bout du chemin : le Nicaragua libre

Les massacres perpétrés par les bandes paramilitaires et les armes des dictatures, au Salvador et au Guatemala, chassent hors de leur pays des centaines de réfugiés. Mais dans une région soumise à une crise économique, sociale et politique grave, la plupart des Etats, le Honduras bien sûr mais également le Mexique et le Costa-Rica, ont une politique plus que restrictive à l'égard des populations qui fuient la terreur.

Le Nicaragua révolutionnaire est le seul lieu où elles aient la possibilité de trouver, en toute sécurité, un refuge, un statut et une activité.

Trois centres de réfugiés ont été implantés au Nicaragua, gérés par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies : deux centres de réfugiés salvadoriens, l'un à León, l'autre à Chinandega, et un centre de réfugiés guatémaltèques à Rivas. En tant que brigade internationaliste en voyage de solidarité au Nicaragua, nous avons obtenu du Bienestar social (1) de Chinandega l'autorisation de visiter le centre qui se trouve dans cette ville.

Formation, intégration

A Chinandega, les réfugiés salvadoriens sont 750 à l'extérieur du centre, et 250 à l'intérieur. L'objectif déclaré est l'insertion des familles dans le pays. Le centre est donc en priorité destiné aux femmes seules avec leurs enfants et aux vieillards. Entre ces principes et la réalité des faits, des solutions intermédiaires sont souvent trouvées. En effet, ce sont bien des familles au complet que d'une manière générale nous rencontrons au centre. Certains sont là depuis déjà un ou même deux ans, d'autres arrivés récemment ; au début les réfugiés arrivaient surtout par le golfe de Fonseca — certains, dans les régions proches, ayant pu prendre connaissance de la réalité politique et sociale du Nicaragua en captant les ondes de Radio-Sandinista ; actuellement, la plupart tentent plutôt de traverser le Honduras en autocar, avec les aléas que cela comporte.

Un des principaux problèmes que peuvent connaître les réfugiés arrivés ici après bien de vicissitudes, et rassemblés dans le centre pour un temps indéterminé, c'est le repliement sur eux-mêmes, le désespoir, la démobilisation. De plus, pour ceux qui viennent de quitter leur pays en guerre, où ils ont souvent laissé une famille dont ils sont sans nouvelles et qu'ils savent menacée, il n'est pas toujours facile d'accepter l'idée de s'insérer ailleurs et de ne pas rentrer dans un avenir proche. Cependant, le but poursuivi par la politique du gouvernement sandiniste est bien, à court ou moyen terme, de leur permettre de trouver une place et une activité dans la société nicaraguayenne. Un lopin de terre est attribué à toute famille qui veut s'implanter dans la région. Les Salvadoriens qui travaillent à l'extérieur bénéficient des mêmes prestations et des mêmes droits sociaux que



les Nicaraguayens. Dans le centre même, nous avons vu des femmes réunies autour d'une table et écoutant les conseils d'éducateurs : il s'agit de cours de couture assurés par le centre et destinés à leur donner une formation professionnelle. Quant aux hommes qui ne trouvent pas d'emploi permanent, ils effectuent, épisodiquement, le déchargement des cargos qui arrivent à Corinto, le port le plus important de la côte pacifique, à quelques kilomètres de Chinandega.

Organisation, santé, éducation

Le découragement causé par l'exil est combattu par les efforts d'organisation communautaire des réfugiés. Un tableau est affiché au mur, où ceux-ci, hommes et femmes, prennent leur tour pour la cuisine et les tâches matérielles. La garde et l'éducation des enfants sont assurés par des volontaires ; les moyens manquent parfois : auparavant, il y avait trois femmes pour s'occuper de 60 enfants, répartis en trois tranches d'âge ; aujourd'hui, il n'y en a plus qu'une. Elle s'occupe de tout : nourriture, jeux, soins, une heure de classe par jour, avec une énergie et un enthousiasme confondants. Elle avoue n'avoir repris espoir, plusieurs semaines après son arrivée, qu'en se consacrant à cette occupation. Les mères des enfants la secondent dans la mesure de leurs disponibilités.

La différence la plus grande qui oppose les centres du Nicaragua à ceux qu'on trouve au Honduras réside, comme nous l'a expliqué l'équipe médicale du centre, dans la manière dont sont garanties les conditions de vie, sanitaires et alimentaires des Salvadoriens. La nourriture, financée par le HCR, est variée et équilibrée. Tandis qu'au Honduras les médecins n'ont plus accès aux camps de réfugiés à partir de cinq heures du soir et que ceux-ci sont sans cesse sous la menace de l'armée hondurienne, au Nicaragua la surveillance médicale est assurée en permanence par des médecins et infirmières du Secours populaire français. La principale carence, d'après eux, se trouve sur-

tout dans l'absence d'un approvisionnement rationnel en médicaments. Si ceux-ci sont constitués de stocks disparates et non de quantités assez importantes du même produit, il est plus difficile d'en assurer la distribution, et l'efficacité de l'envoi se trouve réduite. Voilà un renseignement qu'il est utile de prendre en compte au niveau de la solidarité internationale.

La lutte continue

Les liens avec le Salvador et la lutte qui se poursuit là-bas ne peuvent être oubliés. Tout en témoigne : au mur sont accrochées des affiches qui exaltent la lutte du peuple en armes et la résistance face à l'impérialisme. Au centre de León, où la plupart des réfugiés sont plus anciennement installés, l'organisation a atteint un degré supplémentaire : des sections des diverses organisations (organisation de femmes, CONIP...) sont présentes, et en raison de la proximité, les réfugiés parviennent à capter des émissions de Radio-Venceremos.

Nombreux sont les réfugiés qui ont des parents engagés aux côtés de l'armée populaire, et qui pour cette raison ont vu leur vie menacée par les forces de la dictature et ont dû fuir. Nous avons eu un entretien avec un membre d'une organisation de masse, venu de San Miguel par le golfe de Fonseca ; il nous a parlé des conditions de la lutte dans la zone contrôlée dont il vient, et de l'avance que la connaissance du terrain et l'implantation dans la population procurent aux combattants de ce secteur. Mais lui-même a dû quitter le Salvador : son frère a été tué et ce n'est que par hasard qu'il a échappé à la mort.

Pour ces hommes et ces femmes, le Nicaragua libre représente un refuge. Leur seule attente : que la paix revienne au Salvador, que la dictature soit chassée, afin qu'ils puissent retrouver leurs terres, leurs familles, leurs villages, et s'y organiser librement.

(1) Le Bienestar social est un organisme d'Etat qui s'occupe des problèmes sociaux, familiaux (prise en charge des enfants, pensions, etc...) de la population.

Reagan déclare la guerre à l'Amérique Centrale

« Pour les Etats-Unis, la région des Caraïbes est une zone commerciale et stratégique vitale : près de la moitié de notre commerce, les deux tiers de nos importations de pétrole et plus de la moitié de nos minerais passent par le canal de Panama ou le golfe du Mexique(1). »

Voilà résumée en quelques mots la raison d'être de la politique centro-américaine des Etats-Unis. Une politique globale pour rétablir l'hégémonie de l'Empire dans son « arrière-cour » pour empêcher que se développe et se consolide le processus révolutionnaire dans la région. Ignorant l'opposition du peuple américain à voir leur pays engagé dans un nouveau Vietnam, l'impérialisme est déterminé à mettre à feu et à sang toute l'Amérique centrale.

Pour justifier le bien-fondé de sa politique, Reagan a désigné un responsable : « l'expansionnisme soviétique » qui, par Cuba interposé, a entrepris la déstabilisation du continent à partir du Nicaragua. Au-delà de la pacification du Salvador et du Guatemala, de la reprise en main des régimes « démocratiques » de la région, l'impérialisme s'est fixé comme objectifs le renversement des gouvernements du Nicaragua et de Grenade ainsi que l'asphyxie de Cuba.

Le général Torrijos, homme fort du Panama, défenseur d'une solution négociée de la crise centro-américaine et médiateur entre les forces révolutionnaires et les Etats-Unis, était tué « accidentellement ». Sa disparition laissait le champ libre à Reagan pour mener sa politique interventionniste.

En accusant le Nicaragua d'intervenir au Salvador, de déstabiliser le Costa-Rica et de vouloir envahir le Honduras, l'administration américaine cherche à isoler en le faisant passer pour une puissance militaire dangereuse qu'il faut combattre. Dans les faits, les mercenaires somozistes à la solde de la CIA (2) mènent depuis le Honduras une guerre non déclarée contre la révolution sandiniste, comme en témoignent les attaques aériennes contre Corinto et Managua au mois de juillet dernier. Avec les manœuvres militaires combinées USA-Honduras la construction de bases militaires et le climat de tension entre les deux pays, il est clair qu'une intervention armée contre le Nicaragua avec le soutien des Etats-Unis est en préparation, d'autant plus que le gouvernement hondurien refuse la négocia-

Le Honduras vole au secours de l'armée salvadorienne

Au Salvador, Reagan rencontre de sérieuses difficultés pour mener à bien la solution militaire qu'il préconise. Après la déconfiture de son candidat démocrate-chrétien aux élections, l'administration américaine, qui a dû s'allier avec le régime fasciste, est en passe de perdre tout soutien international et doit affronter au sein du Congrès une opposition croissante. Même à San Salvador, l'ambassadeur des Etats-Unis a dû intervenir pour empêcher qu'un coup d'Etat n'écarte définitivement du pouvoir les amis de Duarte. L'aide économique destinée à financer les « réformes » et à maintenir à flots le pays est détournée pour soutenir la guerre. Avec une dette publique de 500 millions de dollars, la réduction de 30 % de l'activité productive et une baisse de 25 % du niveau de vie moyen, l'économie est au bord du gouffre. Malgré cela, le coût de la guerre est évalué à un million de dollars par jour.

Une guerre que les « faucons » du Pentagone seraient en train de perdre d'après les officiers en poste au Salvador. Dès 1980, Carter était convaincu que l'armée salvadorienne serait incapable de vaincre la guérilla. L'armée US formait plusieurs milliers de Salvadoriens pour que soient appliquées au Salvador les méthodes modernes de guerre anti-insurrectionnelles. L'état-major passait sous con-

trôle des « conseillers » américains et des dizaines de millions de dollars en armement étaient envoyés à la junte militaire. La pacification du Salvador pouvait commencer. En trois ans, elle a déjà coûté la vie à 40 000 Salvadoriens...

Aujourd'hui, le tiers du pays est contrôlé par le FMLN, où le peuple organise le pouvoir populaire et jette les bases d'un nouvel ordre économique, politique et social. En mai dernier, les deux nouvelles brigades d'élite, mises sur pieds à toute vitesse à Fort Bragg (Caroline du Nord), lançaient à grands renforts de publicité l'offensive finale contre les bastions du FMLN. Après deux mois de combats, elles subissaient un échec cuisant à Chalatenango, Morazan et le volcan de Guazapa (18 km de San Salvador) et devaient se replier, reconnaissant la perte de 1 000 hommes (3).

Fort de sa victoire, le FMLN contre-attaquait dans 7 des 14 départements, démontrant une grande capacité de récupérer ses forces. Au lieu d'entamer des négociations comme le demande le FDR-FMLN, Reagan choisissait l'escalade interventionniste : le 15 juillet, l'armée hondurienne attaquait les positions du FMLN pour soutenir l'armée salvadorienne désormais incapable de contenir seule l'avancée des forces révolutionnaires.

Le Honduras : gendarme de l'impérialisme dans la région



La complicité du Honduras avec les ex-somozistes et le régime salvadorien ne date pas d'hier. Le général Alvarez, chef d'état-major et homme fort du régime, n'a jamais caché « la détermination de l'armée et du gouvernement d'aider au maintien du régime salvadorien » Reagan se devait d'assigner au Honduras, situé au cœur de l'Amérique centrale, un rôle prédominant dans ses plans pour la région.



Avec la nomination du général Alvarez à la tête de l'armée, les secteurs les plus réactionnaires s'assuraient le contrôle politique du pays. En effet, Alvarez s'empressait d'éloigner tous les officiers opposés à l'intervention et lançait une vague de répression contre les organisations de masse et la guérilla naissante. Le Honduras était prêt à jouer le rôle du « gendarme » et à servir de base à une intervention directe des « bérets verts » (4) dans la région. De passage à Washington, le président Suazo-Cordoba obtenait la promesse d'une aide économique de 500 millions de dollars et une augmentation de l'aide militaire. Celle-ci prévoit la transformation de trois aéroports (afin que l'armée US puisse les utiliser), la construction de deux nouvelles bases militaires et la formation et l'encadrement de l'armée par une centaine de « conseillers » militaires. La psychose du communisme qui s'est abattue sur le Honduras justifie tous les préparatifs militaires. Comme l'explique le général Alvarez : « Je suis prêt à permettre le passage des troupes américaines sur notre territoire, pour qu'elles le défendent de l'agression soviéto-cubaine. »

Pour parfaire l'isolement du Nicaragua, il ne manquait plus à Reagan que de convaincre le Costa-Rica d'abandonner son soutien aux sandinistes. La barrière de l'économie costa-ricaine allait lui

donner les moyens de pression nécessaires.

Le Fonds monétaire international (FMI), dirigé par les banques américaines, proposait son assistance à condition que le gouvernement mène une politique d'austérité. Pour affronter le mécontentement populaire, le président Monge désignait un bouc-émissaire responsable de la crise : le Nicaragua. Le Costa-Rica

Bretagne a provoqué des contradictions au sein de l'OEA. Le Venezuela était auparavant le plus fidèle allié des Etats-Unis au Salvador. Le jour anniversaire de l'indépendance de l'Amérique centrale, il signait avec le Mexique un texte demandant au président Reagan de s'efforcer de mettre un terme « à l'inquiétante escalade de la violence entre le Honduras et le Nicaragua ».

Entre intervention directe ou indirecte, l'impérialisme n'écarte aucun scénario, et l'amendement Symms voté le 13 août par le Sénat autorise le président Reagan à s'opposer, y compris par l'usage des armes, à l'extension de l'influence cubaine sur le continent, sans avoir besoin, pendant 60 jours, d'un vote du Congrès. Cette résolution du Sénat voté en toute hâte démontre une fois de plus l'incohérence et la folie de la politique extérieure actuelle des Etats-Unis. Elle laisse entendre que Reagan espère régler la crise en 60 jours d'un vote du congrès. C'est l'incohérence et la folie de la politique extérieure actuelle des Etats-Unis. Elle laisse entendre que Reagan espère régler la crise en 60 jours grâce à l'envoi de ses « bérets verts » ! Alors que pour toutes les forces démocratiques et révolutionnaires de la région, l'intervention directe contre un pays déclenche la régionalisation du conflit et la résistance armée des peuples centro-américains contre l'envahisseur. Avant 60 jours, le peuple américain, soutenu par l'opinion publique mondiale, peut imposer au Congrès que soit arrêté ce nouveau Vietnam, et que soit respecté enfin le droit à l'autodétermination des peuples centro-américains.

Pour empêcher un nouveau Vietnam

Au nom de la lutte contre le communisme, la Communauté centro-américaine légitimait au mois d'août la coordination de fait des armées du Guatemala, du Honduras et du Salvador. Cela constitue pour Reagan une alternative à une intervention directe contre le Nicaragua et les mouvements révolutionnaires salvadorien et guatémaltèque. L'autre, qui était envisagée avant la guerre des Malouines, a été momentanément écartée. Le refus opposé par les Etats-Unis d'invoquer le TIAR contre l'agression de la Grand-

(1) Discours de Reagan, le 24 février 1982, devant l'OEA.

(2) Selon le « Washington Post », Reagan accordait au mois de mars 1982 une aide de 19 millions de dollars à la CIA pour déstabiliser le Nicaragua.

(3) Le vice-ministre de la Défense qui dirigeait l'offensive était fait prisonnier et un « conseiller » américain était tué dans les combats.

(4) Les « bérets verts » sont spécialisés dans la lutte antiguérilla, anti-insurrectionnelle et les missions de sabotage. Leurs effectifs sont de 3 600 hommes. Ils sont basés à Fort Bragg.

(5) En fait, l'aide militaire au régime de Lucas-Garcia, interrompue par Carter pour non-respect des droits de l'homme, s'était poursuivie par l'intermédiaire d'Israël.

Honduras, un bastion des Etats-Unis dans la région

L'intervention de l'armée hondurienne au Salvador

Semaine du 14 juin. Les troupes combinées honduriennes et salvadoriennes occupent toute la zone frontalière entre le département hondurien de Lempira et le département salvadorien de Chalatenango.

23 juin. Deux bataillons honduriens, soit environ 1 600 soldats, commencent à se concentrer à la frontière du Salvador.

25 juin. 5 camions de l'armée salvadorienne, chargés de soldats, traversent la frontière pour rejoindre les troupes honduriennes. Ce jour débute l'avancée des forces combinées honduriennes et salvadoriennes au département de Morazan, territoire salvadorien. Dès que celles-ci commencent leurs attaques contre les positions du FMLN, on assiste à des vols réguliers d'hélicoptères venant du Honduras avec troupes et officiers.

Le colonel Monterrosa, chef de la brigade d'élite contre-insurrectionnelle Atlacatl, et le major Castillo, de l'armée hondurienne, dirigent et coordonnent les actions des deux armées en territoire salvadorien.

27 juin. Débarquement des troupes honduriennes à Joateca (Morazan), Corinto (La Unión) et Sabanetas, de même que sur les hauteurs d'Aguacate.

28 juin. Les soldats honduriens entrent en combat contre les forces du FMLN dans la zone de Rio San Antonio, à 1 km au nord de Joateca.

La semaine du 12 juillet. Les troupes gouvernementales commencent à abandonner leurs positions, après l'échec de leur opération contre la guérilla. 6 000 soldats salvadoriens et 2 000 des forces honduriennes y ont participé, avec des pertes de 600 morts ou blessés.

Cette même semaine, le commandant guérillero Juan Ramon Medrano signale que la direction stratégique de l'intervention hondurienne est assumée par le général Wallace H. Nutting, commandant en chef du commandement sud des Etats-Unis, dont la base se trouve dans la zone du canal de Panama.

D'ailleurs, le commandant général du FMLN rend public un communiqué qui précise que l'armée hondurienne est incapable de mettre en échec les forces du FMLN, ce qui rend plus probable une intervention nord-américaine pour imposer leurs objectifs dans la région.

18 juillet. Le commandant Jorge Melendez « Jonas », responsable des forces du front oriental Francisco-Sanchez a informé, à travers Radio Venceremos, que les combats ont eu lieu dans la zone Guacamaya de Corinto au département de Morazan, entre les troupes honduriennes et des combattants du FMLN.

2 août. Les troupes honduriennes demeurent dans le département de Morazan, et les hélicoptères, à partir des bases honduriennes, effectuent des vols de reconnaissance sur le nord de cette région salvadorienne.

Contradictions internes dans l'armée hondurienne

Il a été révélé le 14 août que certains secteurs de l'armée hondurienne ont refusé récemment de participer à une opération lancée en territoire salvadorien contre le FMLN. Une source bien informée indique que des officiers subalternes

s'opposent à la politique belliqueuse du haut commandement militaire.

Le 3 septembre, une purge a été entreprise dans les rangs de l'armée hondurienne, affirment des sources proches du haut commandement militaire de ce pays. Les militaires destitués sont pour la plupart opposés à la ligne dure du chef des forces armées, le général Gustavo Alvarez Martinez, qu'on dit partisan d'une guerre contre le Nicaragua et de la répression à l'intérieur du pays.

Les hélicoptères d'un type non-existant dans les forces armées salvadoriennes survolent le golfe de Fonseca

Radio Venceremos a dénoncé cette action entreprise par deux hélicoptères de type double-hélice, et a qualifié cet acte d'une manœuvre provocatrice, visant à justifier l'intervention impérialiste contre El Salvador.



Le FMLN prévoit une intervention directe nord-américaine

Le commandement général du FMLN a déclaré au mois de juillet qu'« il est possible de prévoir maintenant l'envoi,

en Amérique centrale, de troupes des Etats-Unis ; et la combinaison de l'agression contre le peuple salvadorien avec l'invasion du Nicaragua, l'occupation du Honduras et sa transformation en base militaire des Etats-Unis pour s'assurer leur domination sur toute l'Amérique centrale, pour entreprendre les actions contre Cuba et Grenade ».

URGENT URGENT URGENT URGENT URGENT URGENT URGE

DERNIER MIN

DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUT

SAN SALVADOR, 12 OCT (ANN).- LE FMLN A REJETE LES AFFIRMATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ROBERTO D'AUBUISSON, QUI A ASSURE QUE LES GUERRILLEROS SERAIENT DISPOSES A DEPOSER LES ARMES ET A PARTICIPER AUX PROCHAINES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 1984 S'IL NE REUSISSAIENT PAS A OBTENIR UNE VICTOIRE MILITAIRE. "RADIO VENCEREMOS" A REITERE LA POSITION DES FORCES REVOLUTIONNAIRES EN FAVEUR : "D'UNE SOLUTION NEGOCIEE SUSCEPTIBLE DE CONDUIRE A UNE PAIX VERTIBALE".

D'AUTRE PART, PLUS DE 700 COMBATTANTS DU FMLN OCCUPENT DEPUIS DIMANCHE LES LOCALITES DE "EL JICARO" ET "LAS VUELTAS" DANS LE SUD DU DEPARTEMENT DE CHALATENANGO, D'APRES "RADIO FARABUNDO MARTI". C'EST L'OPERATION LA PLUS IMPORTANTE REALISEE DEPUIS TROIS MOIS PAR LE FMLN QUI ROMPT AINSI AVEC SA TACTIQUE DE HARCELEMENTS CONTINUS SUR TOUT LE TERRITOIRE. DURANT LA PRISE DES GARNISONS, LES TROUPES GOUVERNEMENTALES ONT PERDUES 30 HOMMES ET 58 AUTRES ONT ETE FAIT PRISONNIERS, DONT DEUX OFFICIERS. ELLE S'INSCRIT DANS LE CADRE D'UNE CAMPAGNE MILITAIRE NATIONALE LANCEE PAR LE FMLN LA SEMAINE DERNIERE.

Situation militaire

La campagne militaire « commandant Gonzalo, héros d'Usulután » menée par le FMLN du 3 au 18 juin, a été lancée avec la prise de la ville stratégique de Perquin, dans le département de Morazan. Les sabotages ont empêché la fourniture du courant électrique et du service téléphonique dans ce département et ceux de San Miguel, Usulután et La Unión. Les forces gouvernementales ont subi la perte de 550 effectifs morts et blessés, tandis que les combattants du FMLN ont récupéré d'importantes quantités d'armes et de munitions. 43 prisonniers de guerre ont été capturés, parmi lesquels se trouvant le colonel Francisco Adolfo Castillo, qui a été pris quand l'hélicoptère dans lequel il voyageait était abattu.

A la fin de juillet, le FMLN a intensifié ses actions dans 7 des 14 départements du pays : Morazan, Chalatenango, Cabanos, San Vicente et Cuscatlán, San Miguel et Usulután. Dans les deux derniers, la guérilla maintient un contrôle absolu sur les routes, de même que sur la route panaméricaine et celle du littoral qui conduisent au nord du pays.

Le 9 août, le FMLN signale qu'il a infligé aux forces armées du Salvador au mois de juillet plus de 366 pertes, la capture de 4 soldats, de même que 167 sabotages effectués dans divers points stratégiques du pays. Par ailleurs, pour cette même période, le FMLN a récupéré une grande quantité d'armes, réalisant 41 embuscades contre l'armée dans diverses localités du pays. 11 villages ont été pris, et 41 tronçons de routes contrôlés temporairement.

Le 10 septembre, Radio Farabundo-Martí » a annoncé que 225 soldats ont été tués ou blessés par la guérilla dans les départements de San Vicente, Usulután et Guazapa au cours du mois d'août. La radio a signalé que malgré les efforts des troupes gouvernementales pour reprendre l'initiative dans la guerre, cet objectif

n'a pas pu être atteint. Au cours des actions qui se sont déroulées dans toute la moitié orientale du pays, les forces révolutionnaires ont saboté 3 sections de chemins de fer, dynamité une sous-station d'énergie électrique et 2 centrales de micro-ondes.

Les femmes luttent pour la libération du Salvador

La participation des femmes dans le processus de libération du Salvador s'est reflétée dans une manifestation de 150 femmes à San Vicente. Les manifestantes ont condamné les assassinats commis par le régime présidé par Alvaro Magana et ont dénoncé l'escalade interventionniste de l'administration Reagan.



Les négociations

Le bureau de coordination de l'organisation des pays non alignés a demandé au mois de juin que soit cherchée une solution au conflit salvadorien avec la participation de toutes les forces politiques représentatives, en conformité avec la déclaration franco-mexicaine et avec la proposition présentée à ce bureau par le gouvernement du Nicaragua au nom du FMLN-FDR.

Mitterrand reçoit Ungo, président du FDR. Le président français a souligné que seule une solution politique globale définie par toutes les parties en présence peut rétablir une paix durable et juste dans ce pays, et que le peuple salvadorien doit pouvoir choisir librement son avenir hors de toute intervention étrangère.

Le 17 août, 7 chefs d'état (Venezuela, Costa-Rica, Belize, République Dominicaine) se sont prononcés dans une déclaration commune rendue publique à Santo-Domingo, en faveur « du dialogue et de la négociation » pour résoudre la crise dans la région centro-américaine.

Le 31 août. Le secrétaire général du FDR, Ruben Zamora, a lancé un appel pour que s'établisse un dialogue entre les forces révolutionnaires et les autorités gouvernementales.

Le 10 septembre. Le ministre des Relations extérieures du Costa-Rica, Fernando Volio, a remis au président salvadorien, Alvaro Magana, une proposition du FDR pour entamer des négociations. L'existence de ces contacts ont été démentis par le major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante, par le général Garcia et le président salvadorien Magana.

Sources : représentation du FMLN-FDR en France, Agence de presse nouveau Nicaragua, Radio Venceremos, Radio Farabundo Martí, Agence salvadorienne de presse.

Réforme agraire : un instrument



Une réforme agraire profonde est à la base de tout changement véritable des structures économiques dans la plupart des pays du tiers monde. Au Salvador, la nécessité de cette réforme prend une urgence particulière, vu la très forte concentration de la terre, la densité démographique, l'importance numérique des paysans dans la population totale et leurs conditions de vie misérables. Bien que l'économie repose principalement sur l'agriculture, les paysans, dont la plupart sont des ouvriers agricoles, constituent le secteur social le plus exploité et les premières victimes du génocide et de la répression de la dictature (cf. encadré).

Aujourd'hui, le mouvement paysan, fort d'une vieille expérience de lutte où tous les moyens ont été utilisés (dont un exemple crucial est le soulèvement populaire sauvagement réprimé de 1932), est organisé plus que jamais et, participant à tous les niveaux de la lutte révolutionnaire conduite par le FMLN-FDR, refuse la mascarade de la réforme agraire de la junte.

L'impérialisme planifié...

Conçue et planifiée par l'impérialisme nord-américain allié à l'oligarchie et à l'armée salvadorienne, la réforme agraire, lancée par la deuxième junte issue du

coup d'Etat « réformiste » d'octobre 1979 — après le départ de tous les secteurs démocratiques du gouvernement —, visait des objectifs bien éloignés de la solution véritable des problèmes des paysans salvadoriens.

En effet, cette réforme cherchait en partie à constituer une base sociale de soutien au régime, et surtout à détruire l'organisation populaire révolutionnaire. Ceci a été démontré par diverses déclarations et documents des conseillers nord-américains et par les conséquences immédiates de l'application d'une partie de la réforme.

A titre d'exemple, citons Roy Prosterman, professeur universitaire nord-américain, agent de la CIA, conseiller de la junte salvadorienne, qui dit en avril 1980 : « Si les réformes sont menées à bien, le mouvement armé de la gauche sera éliminé définitivement à la fin 1980 ». (Extrait de *El Salvador News Gazette* 5/5/1980.) Responsable direct des programmes de « pacification et des villages agraires stratégiques » au Vietnam ainsi que de la réforme agraire également sanglante des îles Philippines, Prosterman écrit lui-même la troisième phase de la réforme au Salvador, que nous détaillons plus loin.

Pour sa part, William Bowdler, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires latino-américaines, affirma à la même époque : « Pour la réussite du programme de réforme, le gouvernement doit réduire la violence des extrémistes ainsi que la violence institutionnelle (...) 300 000 Dollars US pour l'entraînement destiné à améliorer la capacité des forces armées afin de répondre

d'une manière plus rapide et efficace à l'insurrection et aux efforts violents de rompre le programme de réformes. (Extrait de *Why the US helps El Salvador's Junta, The New York Times*, 29/4/1980.)

D'ailleurs, la majeure partie du financement de la réforme, d'un montant d'un milliard de dollars programmé sur cinq ans, provient des Etats-Unis et le reste de quelques organismes internationaux contrôlés par les Américains. Ils fournissent par l'intermédiaire de la AID (Agence inter-américaine de développement), 425 millions de dollars US au cours des cinq années à venir. La BID (Banque inter-américaine de développement), pour sa part, approuve en décembre 1980 un crédit de plus de 40 millions de dollars.

Et l'extrême droite remet en cause

Depuis les élections du 28 mars 1982, plus de 5 000 familles qui devaient recevoir des titres de propriété concernant la troisième phase de la réforme ont été expulsées de leurs lopins de terre par les forces militaires locales liées à l'oligarchie (d'après Morales Ehrlich, ancien responsable du programme de la réforme agraire jusqu'en avril 1982, remplacé depuis par Jorge Arturo Argueta, de l'ARENA).

Selon l'Union populaire démocratique (fédération liée à la DC), plus de 12 000 paysans ont été expulsés de leurs terres pendant les deux mois qui ont suivi les élections et 60 000 autres familles sont aujourd'hui menacées d'expulsion.

de « pacification » à la vietnamienne

La dictature exécut

La mise en œuvre de la réforme agraire, dont la loi fut votée en mars 1980, devait se faire en trois phases :

1. La première phase concernait toutes les propriétés agricoles de plus de 500 hectares (correspondant à 218 000 ha, soit 15 % de la terre agricole du pays). 60 % de ces terres sont des pâturages ou des terres en friche. L'ancien propriétaire avait un « droit de réserve » de 150 ha, ce qui lui permettait de conserver les meilleures terres, diminuant ainsi l'extension de cette phase à 10 % de la terre.

Selon le témoignage de l'ancien sous-secrétaire de l'Agriculture, Jorge Alberto Villacorta, seulement 76 % des terres furent expropriées. D'ailleurs, n'ont bénéficié de cette phase que les paysans proches de l'armée, les membres de ORDEN (organisation paramilitaire d'extrême droite), des patrouilles militaires et ceux proches des patrons expropriés. Conçue pour favoriser seulement les travailleurs permanents et les colons des terres concernées, cette phase exclut la plus grande partie des paysans, le prolétariat agricole. D'autre part, la terreur provoquée par les corps répressifs lors des expropriations des terres a fait fuir une grande masse de bénéficiaires potentiels de la réforme.

2. La deuxième phase détermine l'expropriation de toutes les propriétés qui ont entre 150 et 500 ha (23 % de la terre agricole), ce qui concerne 60 % des plantations de café, principal produit d'exportation. Touchant le cœur des intérêts de l'oligarchie, l'application de cette phase a été reportée à cinq ans.

3. La troisième phase annonce que les locataires deviennent propriétaires de leurs lopins lorsque ceux-ci ne dépassent pas 7 ha. Bien qu'il semble que cette étape pourrait favoriser une bonne partie de la paysannerie, la réalité est toute autre.

Au Salvador, plus de 80 % des terres en location ne dépassent pas 2 ha. et sont en général des terres peu productives, louées par l'oligarchie parce que les cultures d'exportation n'y sont pas rentables. Ces terres se situent surtout dans le nord du pays, dans les départements de Chalatenango, Cabanas, Morazan et Cuscatlan, où plus de 80 % de la population rurale loue la terre, et 62 % des lopins ont entre 0,25 et 1 ha. Cette région coïncide avec celle où l'armée, les corps répressifs, les bandes paramilitaires et les assesseurs nord-américains ont perpétré les plus graves massacres. L'exode massif des

paysans de cette région a, d'autre part, annulé les résultats de cette phase.

Cette troisième phase enferme toute la stratégie contre-révolutionnaire de la politique agraire appliquée par les Etats-Unis, au Salvador, dévoilant son caractère politico-militaire. Sa dynamique se trouve dans l'exploitation individuelle de la terre et non pas dans la coopération collective des communautés paysannes, elle conduit à un épuisement du sol, oblige les paysans à continuer — afin de compléter leurs ressources — le travail des récoltes dans les grandes plantations des produits d'exportation, et exclue une fois de plus les prolétaires agricoles.

Le 18 mai 1982, l'Assemblée constituante a suspendu l'application de la troisième phase pour la durée d'un cycle de récolte (ce qui varie de 1 à 4 ans selon le produit). Comme mesure de protestation contre cette suspension, la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, à l'initiative du sénateur Charles Percy, a décidé de réduire de 100 millions de dollars US l'aide au Salvador pour l'année budgétaire 1983. Tandis que d'Aubisson affirme qu'il veut « perfectionner » les réformes, le ministère de l'Agriculture fait pression sur le bureau du FINATA (Institut financier pour les terres agricoles) afin de ne plus accepter de nouvelles demandes de titres de propriété. Les droits des paysans, selon la droite, seraient respectés, mais d'après Morales Ehrlich, les propriétaires terriens continuent d'expulser les paysans à l'aide des corps répressifs.

Les paysans au Salvador : quelques données

Densité de la population : 238 habitants au kilomètre carré.

Population agricole : 60 % du total

Principaux produits d'exportation : café, coton, canne à sucre

Exportations agricoles : 76 % des exportations (1975)

Distribution de la terre : 0,02 % de la population possède 39,5 % de la terre ; 1,9 % possède 57,5 % ; 91,4 % possède 22 % de la terre

Revenus : 53,7 % de la population active reçoit en moyenne 24,43 colones (9,77 dollars US) par mois, tandis que 0,3 % reçoit 4 397,21 colones (1 758,88 dollars US)

Revenus dans les zones rurales en 1970 : 86 % de la population a reçu 24 % des revenus, tandis que 2 % de la population agricole a reçu 46 % des revenus

Travailleurs agricoles : 47 % de la population économiquement active (PEA) de la campagne, dont :

37 % travaille toute l'année ;

14 % travaille durant 9 mois ;

19 % travaille durant 6 mois ;

30 % travaille durant 3 mois ;

Malnutrition infantile : 72 %

Analphabétisme rural (1961) :

61,3 % des hommes ;

71,4 % des femmes.

Source : « les Travailleurs de la campagne et la réforme agraire au Salvador », document de la Fédération des travailleurs de la campagne (FTC), El Salvador, mai 1982.

« El Salvador bulletin », vol. 1, numéro 9, juillet 1982 : « le Perfectionnement de la réforme agraire au Salvador ».



Los Companeros : au coeur de la réalité salvadorienne

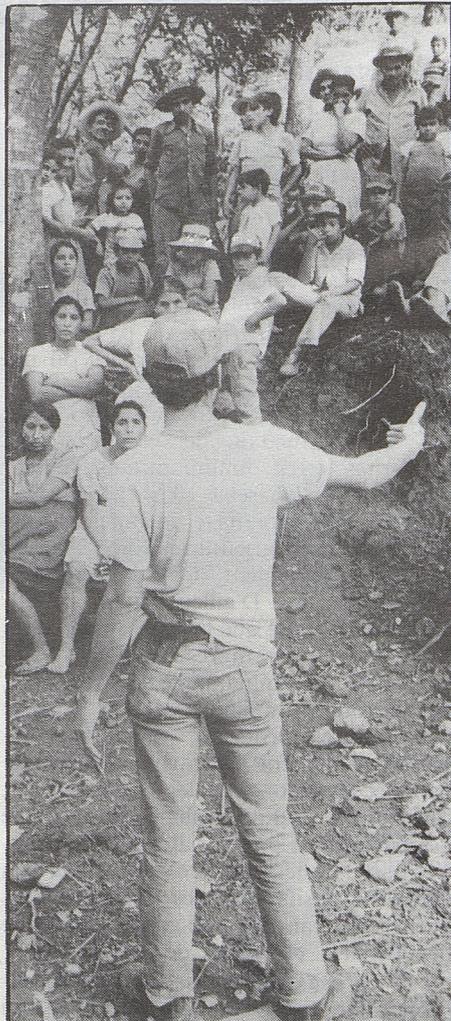


A des milliers de kilomètres du Salvador, lorsque les nouvelles nous arrivent, elles sont souvent vidées de leur contenu humain, comme abstraites. C'est parce qu'il fait vivre le peuple salvadorien que *Los Companeros*, livre écrit par Maurice Lemoine est précieux pour qui veut mieux comprendre la réalité de ce pays. Des trois mois qu'il a passés au Salvador, souvent en compagnie des compañeros FPL (Forces populaires de libération), il a rapporté un récit qui se lit comme un roman, les analyses politiques, les rappels historiques faisant contrepoint aux témoignages recueillis sur place. Ses phrases, ponctuées des mots de la réalité quotidienne, retrouvent le rythme du parler de là-bas. Ses héros ? Ils sont des milliers qui prennent pour nous les visages de Lucia, Nico ou Sebastian, visages de tous ceux qui ont choisi la lutte, paysans, ouvriers, étudiants. Et puis il y a aussi les autres, ces paysans-otages, habitants désespérés des villages occupés par les « guardias » ou par ORDEN. Ses héros ce sont les pauvres, les riches ont fui depuis longtemps.

Le livre s'organise en deux périodes. Dans la première, écrite à l'imparfait, c'était avant que la résistance ne s'organise ; l'auteur dénonce la misère, la violence et la peur. C'est la vie au « caserio », avec Hipolito, la Manuela et tous les autres, le travail épuisant pour tirer des quelques arpents de terre loués la maigre récolte de haricots noirs et de maïs ; ce sont les enfants au ventre gonflé ; c'est aussi le chômage ou l'exil dans la plantation de canne ou de café ; c'est enfin l'alcoolisme qui permet « d'oublier qu'ils étaient pauvres... bouffés par la misère...

apeurés par la violence et la mort qui régnaient autour d'eux ». La peur, oui, elle est partout, peur de la délation, peur de représailles, peur qui paralyse. Et pourtant, sont nées, timides, les premières tentatives d'organisation. Mais lorsque, abritée derrière le grand mot de « réforme agraire », la junte accentue la répression dans les campagnes, c'est la fuite : on abandonne le village, les récoltes ; le Honduras est proche, il n'y a qu'un fleuve à franchir... mais les eaux du rio Sum-pul se teignent du sang salvadorien. La première partie du livre s'achève sur les témoignages hallucinants des témoins directs du massacre, rencontrés au Honduras ou au Salvador.

La seconde partie de *Los Companeros* s'ouvre sur l'offensive du 10 janvier 1981. La lutte est inégale entre la guérilla et la junte militaire soutenue, encadrée par les Etats-Unis. Les compañeros du Chalatenango analysent les erreurs et les acquis de cette étape importante de l'histoire de l'opposition salvadorienne. C'est à travers leurs débats, leurs conversations que l'on comprend tout le sens de ce qu'ils appellent « la Révolution des pauvres ». Ce sont les difficultés d'approvisionnement, le manque de médicaments... de cigarettes qui aident à tenir, le rationnement, le froid, la faim. C'est une révolution qui chaque jour se construit, avec ses erreurs et ses marches en avant : « la révolution idéale n'existe pas, nous devons chaque jour inventer », dit Lucia. Plus loin encore, les « compas » des FPL exposent et précisent le sens de leur guerre révolutionnaire : guerre de harcèlement, à laquelle tout le peuple s'incorpore. Dans les zones qu'ils contrôlent, les



paysans eux-mêmes savent organiser leur propre défense.

Enfin, l'auteur reprend la parole pour dresser le bilan de la situation économique au Salvador. Remplaçant le pays dans le contexte centro-américain, il accuse les Etats-unis et dénonce le rôle de gendarmes que jouent les militaires honduriens. Le livre s'achève sur une analyse de la situation après les élections en avril 1982.

la troisième partie du livre de Maurice Lemoine reste encore à écrire : celle qui mettrait en scène un Salvador enfin libre. Mais cette partie-là, le peuple Salvadorien l'écrira, même si la lutte est longue. **Hasta la victoria siempre.**

Los Companeros — Martyr, luttes et espérances d'un peuple — El Salvador. Auteur : Maurice Lemoine, grand reporter indépendant, journaliste à la revue *Autrement*.

Du même auteur : *Le cuir et le baston*, Ed. Sismoën ; *Le mal antillais*, Ed. Encre ; *Sucre amer*, Ed. Encre.

En
Loudéa
monde
taient b
réalités
pérer d
ment d
paysans

Ce
des trav
permett
Cinquen
dispensa
ce, et c
trôlée p
munaut
40 ha c
populat
coût du
du sol,
te et l
francs.

Cet
semble
Contact
Groupe
sie, 22

Maté
auprè

Films
vaincr
Salvad
1 h 20

La
ro à la
re.

Brochu
(histoir
pulaire
démoc

Livre :
de M

l'hom
ternati
audio-
campa
salvad
films c
collant

Liv
Salvad
Los

espéran
ne, éd
Ose

Erdoza
tala, 1

Une initiative originale de solidarité : un match de foot-ball pour le Salvador

En organisant, le 26 août, le match Loudéac-Lamball, les groupes « tiers monde » de Loudéac et du Méné souhaitaient bien sûr sensibiliser les gens sur les réalités du Salvador mais également récupérer de l'argent pour aider au financement d'un projet d'aide humanitaire à des paysans salvadoriens.

Ce projet, élaboré par la Fédération des travailleurs paysans (FTC), consiste à permettre à la population de la région de Cinquera de produire du maïs, céréale indispensable à l'alimentation de subsistance, et développer dans cette zone contrôlée par le FMLN-FDR un travail communautaire. Il est nécessaire de cultiver 40 ha de maïs pour l'alimentation de la population estimée à 1 500 personnes. Le coût du projet, qui prévoit la préparation du sol, les semences, l'irrigation, la récolte et la distribution, s'élève à 60 000 francs.

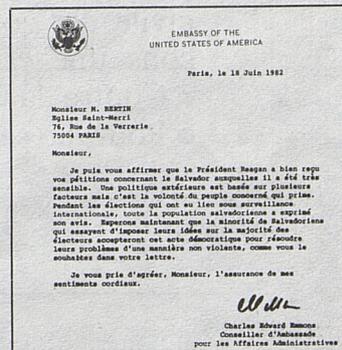
Cette rencontre aura permis de rassembler 5 000 francs.
Contact : Comité Salvador de Loudéac. Groupe tiers monde du Méné », La Sanse, 22510 Saint Glen.



Campagne de pétition à Reagan

Suite à la campagne de pétitions réclamant l'arrêt de l'aide nord-américaine au régime fasciste du Salvador que nous avons organisée avec plusieurs organisations humanitaires, nous avons reçu la lettre suivante de l'ambassade US à Paris :

A partir du mois d'octobre le comité Salvador de Paris tiendra sa permanence de 17 h. à 20 h. du lundi au vendredi au 68, rue de Babylone ; 75007 ; métro : Saint-François-Xavier. Tél. : 555 25 54.



Matériel disponible auprès du Comité Salvador

Films 16 mm : El Salvador, le peuple vaincra. Institut cinématographique du Salvador révolutionnaire, 1980, couleur, 1 h 20.

La décision de vaincre. Collectif « Cerro à la izquierda », 1981, couleur, 1 heure.

Brochure : *El Salvador, le peuple vaincra* (histoire récente du Salvador, l'église populaire, le programme du gouvernement démocratique révolutionnaire).

Livre : *Assassiné avec les pauvres* (textes de Mgr. Romero). Rapports Droits de l'homme. El Salvador de Pax Christi international. Editions Omega. Montage audio-visuel, expo-photo, affiches de la campagne 1 million pour la résistance salvadorienne, affiches couleur des deux films en location, bons de soutien, autocollants, cassettes.

Livres disponibles en librairie sur le Salvador :

Los Compañeros, martyrs, luttes et espérances d'un peuple. Maurice Lemoine, éditions Encre, 1982 ; 306 pages.

Oscar Romero et son peuple. Plácido Erdozain et Maurice Barth, Editions Kartala, 1982, 166 pages.



FARABUNDO

EL SALVADOR VAINCRA

Abonnements à Farabundo

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité Salvador : à partir de 100 F

Formule d'abonnement

Nom :
Prénom :
Adresse :
Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7^e.

- Abonnement seul
 Soutien
 Abonnement + adhésion

Un million pour la résistance salvadorienne

Au Salvador, c'est tout un peuple qui lutte pour son autodétermination et contre la politique génocide de launte civico-militaire responsable de plus de 40 000 victimes en trois ans.

Pour maintenir launte au pouvoir, l'administration Reagan intervient militairement par la fourniture d'armes et l'envoi de conseillers militaires.

Pourtant, les forces révolutionnaires et démocratiques réunies dans le FMLN-FDR remportent des victoires et assurent le contrôle politico-militaire de larges parties du territoire. C'est pour répondre aux besoins des combattants et de la population civile des zones contrôlées par le FMLN-FDR, que nous lançons une campagne financière, nationale.

- Contre la malnutrition,
- Pour la santé, l'équipement et l'alphabétisation.

**Coordination Nationale
des Comités de Solidarité a
avec le peuple d'El Salvador**

Premiers signataires soutenant cet appel :

Nuri Albala, Louis Aragon, Maurice Barth, Simone de Beauvoir, Pierre Bercis, Huguette Bouchardeau, Bernard Boudouresques, Claude Bourdet, Jean Bruhat, Christine Buci-Glucksman, William Burchett, Jean Cardonnel, Georges Casalis, Jacques Chatagner, Julio Cortazar, Jacques Debu-Bridel, Gilles Deleuze, Pierre Emmanuel, Jean-Jacque de Félice, Antoinette Fouque, Jean Freyss, José Gamarra, Costa Gavras, Jean-Paul Gay, Félix Guattari, Gisèle Halimi, Pierre Jalée, André Jean-son, Edmond Jouve, Alain Joxe, Alain Krivine, Victor Leduc, Arthur London, Lise London, Michael Lowy, Armand Mattelart, Michèle Mattelart, Pierre Vidal-Nacquet, Bernard Ravenel, Michelle Ray-Gavras, Willy Rosenbaum, Antoine Sanguinetti, Léon Schwartz, Albert Souboul, Haroun Tazieff, Philippe Texier, Henri Weber, Vladimir Yankelevitch, Nicole Bourdillat, Simon Malley.

- Dans le cadre de cette campagne, nous avons réuni à la date du 5 octobre 1982, la somme de 510 000 Francs.

SOUSCRIVEZ A

« 1 million pour la résistance salvadorienne »

Versez vos dons au compte de la campagne à l'ordre de « 1 million pour le Salvador » et envoyez vos chèques au :

Comité de Solidarité avec le Salvador 68, rue de Babylone 75007 Paris.

Téléphone : 555 25 54